

# Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 23 juillet 2019 relative aux conditions d'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz et à l'introduction d'un timbre d'injection.

## Observations de la FNCCR sur la consultation de la CRE du 23 juillet 2019

En préambule, la FNCCR rappelle qu'elle exprime le point de vue de ses membres exerçant les compétences d'autorités organisatrices de la distribution d'énergie (AODE) de gaz ou ayant la nature d'entreprises locales ou coopératives de distribution publique de gaz.

### Introduction

Les AODE sont engagées dans le mouvement de verdissement du gaz qui, outre ses vertus écologiques, permet de créer des emplois non délocalisables, essentiellement en milieu rural, et de procurer des revenus supplémentaires à la filière agricole. Elles doivent pouvoir être parties prenantes des choix qui s'opèrent dans leurs territoires.

A ce jour, en vertu de la loi EGALIM, la CRE peut attribuer à un opérateur de son choix, à l'issue d'une consultation et à partir du seul critère de l'équilibre économique, le raccordement d'un méthaniseur à un réseau existant. La FNCCR estime que cette solution n'est guère satisfaisante au regard du droit de la concurrence et de l'aménagement du territoire. Elle demande donc que les AODE soient associées à la procédure.

**Question 1** *Êtes-vous favorable aux modalités de construction du zonage de raccordement envisagées par la CRE et notamment au critère technico-économique retenu (critère I/V élargi) ?*

La FNCCR s'interroge sur la pertinence d'un simulateur de zones, issu d'un système d'informations statistiques qui obérerait la connaissance du terrain et les formes d'organisation locale ou de partenariat. L'algorithme retenu pourrait alors aller à l'encontre de l'analyse des acteurs de terrain.

Pour autant, la FNCCR est consciente que la part des coûts de raccordement doit être considérée, comme l'envisage la CRE, de façon à optimiser l'ensemble des investissements nécessités par l'injection du biométhane dans les réseaux de gaz naturels, quel que soit l'origine de leur financement (le porteur de projet, le gestionnaire de réseau ou un tiers,

notamment l'autorité organisatrice) mais elle ne souhaite pas que cela soit fait sans concertation préalable avec les acteurs locaux et le gestionnaire de réseau concerné.

Enfin, la FNCCR s'interroge sur une nouvelle définition proposée par la CRE d'un I/V élargi qui interviendrait en complément de l'I/V déjà défini de façon réglementaire. Cette nouvelle définition « hors cadre », même si elle peut paraître intéressante du point de vue technico-économique, risque d'engendrer des incompréhensions par rapport au cadre juridique existant avec deux niveaux de critères qui seraient applicables au projet.

**Question 2** Êtes-vous favorable à la méthodologie d'implication des acteurs locaux proposée par la CRE ?

L'article L. 453-10 du Code de l'énergie dispose que « un réseau public de distribution de gaz naturel peut comprendre une canalisation de distribution de gaz située hors de la zone de desserte du gestionnaire de ce réseau public sous réserve de l'accord entre l'autorité organisatrice de ce réseau et les communes sur le territoire desquelles la canalisation est implantée ou, le cas échéant, leurs établissements publics de coopération intercommunale ou syndicats mixtes lorsque la compétence afférente à la distribution publique de gaz leur a été transférée ». Rappelons que les autorités concédantes sont propriétaires des réseaux publics de distribution de gaz. Le plan de zonage de raccordement pouvant avoir pour effet de déterminer la concession de rattachement, il est nécessaire que les autorités concédantes concernées soient associées dès son élaboration et que lors de cette phase d'élaboration, on ne se contente pas de recourir à cet outil de simulation de réseau recourant à des algorithmes qui seraient susceptibles de déboucher sur des résultats complètement éloignés de la réalité des territoires en terme de potentiels de développement de projets de méthanisation et d'injection du gaz méthane dans un réseau public de distribution de gaz. A tout le moins, cet « outil commun de simulation » ne devrait que s'inscrire dans l'aide à l'élaboration d'un pré-zonage qui ne préjugerait en rien du résultat final du zonage fruit d'une véritable concertation en amont entre les différents acteurs concernés et parmi lesquels doivent encore une fois impérativement figurer les autorités concédantes.

**Question 3** Êtes-vous favorable au format de livrable proposée par la CRE ? Estimez-vous que celui apporte la visibilité nécessaire à la filière ? Partagez-vous le code couleur retenu ?

La FNCCR s'étonne de l'utilisation envisagée de temporalité et d'unités différentes entre le critère I/V du décret autrement dit réglementaire et le critère I/V élargi. Elle craint qu'un tel artefact nuise à l'intérêt du critère I/V élargi.

Au-delà, la FNCCR considère que la restitution par carte avec deux critères risque d'engendrer plus de questions que d'apporter de réelles opportunités de projets. De manière analogue à la réponse apportée à la question précédente, la FNCCR souhaite que le dispositif puisse se caler sur des termes réglementaires et non sur un nouveau critère non fixé par le décret et ceci afin de ne pas créer d'incertitude.

La FNCCR s'interroge sur la complexité de la construction de la carte et de sa mise à jour. Elle craint notamment que l'utilisation de la couleur rouge ne soit contraire à la volonté d'implanter des projets et donne plutôt un signal d'interdiction qu'un signal d'encouragement. Elle préconise l'utilisation d'une autre couleur pour ne pas freiner voire interrompre les projets à venir. La FNCCR souhaiterait par ailleurs que la caractéristique « indicatif » soit très concrètement explicite lors de la fourniture d'une telle carte et en aucun cas « prescriptif » au risque là encore d'obérer le bon engagement des projets.

La FNCCR s'interroge également sur le caractère figé de la carte et de la prise en compte des projets au-fur-et-à mesure de leur réalisation. Par ailleurs, il est prévu que les couleurs puissent évoluer dans un sens comme dans l'autre, c'est-à-dire passer du rouge au vert ou du vert au rouge alors même que les projets verraient le jour.

Enfin, la FNCCR reste perplexe à l'égard de la notion de GRD référent qui pourrait mettre un doute entre la répartition des rôles entre transporteur et distributeur voire entre GRD voisins.

**Question 4** *Êtes-vous favorable au calendrier de mise en place, aux modalités et à la fréquence d'actualisation du dispositif de zonage de raccordement ?*

La FNCCR estime que la publication en décembre 2019 du premier zonage laisserait peu de temps à la concertation et risque de conduire à ce que l'outil de simulation prévu par la CRE se substitue à cette concertation pourtant essentielle. La FNCCR souhaite que l'on fasse confiance aux acteurs locaux pour mener à bien le zonage qui doit résulter d'une vraie concertation en laissant un délai d'un mois supplémentaire pour le premier zonage, soit fin janvier 2020. Elle prend acte que le délai de deux ans pour l'actualisation du zonage n'est qu'indicatif et s'appliquerait à partir de 2024 sans préjudices d'actualisations intermédiaires en fonction des circonstances locales, ce qui est pertinent dès lors que c'est bien ce que signifie l'expression « besoins d'une zone ».

**Question 5** *Etes-vous favorable aux modalités de validation des investissements de renforcement envisagées par la CRE ?*  
La FNCCR est favorable aux modalités de validation des investissements sous réserve que la CRE se fixe et publie les modalités et les délais qu'elle s'engage à respecter pour la validation des programmes d'investissements des projets de méthanisation

**Question 6** *Etes-vous favorable aux modalités de déclenchement des investissements de renforcement proposées par la CRE ?*  
Oui.

**Question 7** *Êtes-vous favorable à la méthode de quote-part proposée par la CRE ?*  
Oui

**Question 8** *Êtes-vous favorable aux seuils d'éligibilité proposés par la CRE et estimez-vous qu'il faille mettre en place d'autres critères ?*

La FNCCR considère que les critères d'éligibilité envisagés sont des freins au droit d'injection. En effet, le premier critère d'éligibilité introduit une condition qui instaure une inégalité entre les porteurs de projet. Le second rend chaque porteur de projet dépendant des autres porteurs de projet pour son calcul, leur ôtant toute visibilité sur le prix du raccordement au réseau. Elle est donc défavorable aux seuils proposés par la CRE.

**Question 9** *Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'aligner le traitement des ouvrages mutualisés en transport sur le traitement des extensions mutualisée en distribution ?*  
Même réponse qu'à la question 8.

**Question 10** *Etes-vous favorable aux principes retenus par la CRE pour introduire un timbre d'injection pour les producteurs de biométhane ainsi qu'aux modalités de facturation envisagées ?*

La FNCCR considère qu'un signal économique visant à prioriser les installations les plus proches d'un réseau existant est déjà présent par la participation financière des producteurs de biométhane au raccordement de leurs installations, la réfaction éventuelle ne faisant qu'en réduire l'intensité. De plus, on peut craindre que l'adjonction d'un signal tarifaire n'aille à l'encontre, d'une part des objectifs de la politique pluriannuelle de l'énergie du gouvernement, en freinant la mobilisation de sources énergétiques décarbonées, d'autre part à l'économie des territoires. La FNCCR est donc défavorable à l'introduction d'un timbre d'injection. Cependant, la problématique des réseaux de transport de gaz, comprenant des droits d'entrée, pourrait justifier une

dérégulation lorsque le biométhane représentera une part importante des entrées sur le réseau principal de transports.

**Question 11** *Les modalités de calcul et le niveau du timbre d'injection envisagé à ce stade vous semblent-ils pertinents ?*

Non, la FNCCR perçoit la complexité du système comme un frein aux projets et le niveau du timbre d'injection est d'évidence trop élevé.